

ASSOCIATION LE CAP

Association régie par la loi du 01/07/1901

84 Boulevard de Courtais
03100 MONTLUCON

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023



ASSOCIATION LE CAP

Association régie par la loi du 01/07/1901

84 Boulevard de Courtais
03100 MONTLUCON

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission, qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « LE CAP », relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association « LE CAP » à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie
« Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

.. / ..

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception des remarques suivantes, nous n'avons pas d'autre observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président, et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels :

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut entraîner la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

.. / ..



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Montluçon, le 4 juin 2024


Cyril HOCQUETTE
Commissaire aux comptes

BILAN

BILAN ACTIF	Brut	Amort. et Dépréciations	31/12/2023	31/12/2022
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	9 600	9 600		
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'Usufruit				
Concessions, Logiciels, droits & valeurs similaires	9 529	5 579	3 950	365
Fonds commercial				
Autres Immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	81 184		81 184	81 184
Constructions	6 387 269	4 647 255	1 740 014	1 940 493
Installations techniques, matériels et outillage	262 381	91 292	171 089	173 191
Autres Immobilisations corporelles	553 176	418 508	134 668	113 600
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations	15		15	15
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	87 966		87 966	71 459
Autres Immobilisations Financières	41 784		41 784	40 077
ACTIF IMMOBILISE	7 432 904	5 172 234	2 260 670	2 420 384
Stocks				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	2 691		2 691	
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés	1 022 053		1 022 053	458 135
Créances reçues par legs ou donations				
Autres Créances	116 679	1 810	114 869	77 815
Valeurs mobilières de placement et Instruments de Trésor.				165 159
Disponibilités	531 466		531 466	85 264
Charges constatées d'avance	74 080		74 080	81 663
ACTIF CIRCULANT	1 746 969	1 810	1 745 159	868 036
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
Ecarts d'arrondi				
TOTAL GENERAL	9 179 873	5 174 044	4 005 829	3 288 420



BILAN PASSIF	31/12/2023	31/12/2022
Fonds Propres sans droit de reprise	207 837	207 837
- Fonds propres statutaires		
- Fonds propres complémentaires	207 837	207 837
Fonds Propres avec droit de reprise	94 952	94 952
- Fonds propres statutaires		
- Fonds propres complémentaires	94 952	94 952
Ecart de réévaluation		
Réserves	1 028 016	964 294
- Réserves légales		
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves pour projet de l'entité		
- Réserves des ESMS sous gestion contrôlée	1 028 016	964 294
- Autres réserves		
Report à nouveau	-3 486 728	-2 968 860
- Report à nouveau des ESMS sous gestion contrôlée	-3 285 971	-2 874 673
- Autres reports à nouveau	-200 757	-94 187
Résultat de l'exercice	-460 996	-454 145
- Activités en gestion contrôlée	-516 766	-347 551
- Autres activités	55 770	-106 594
Situation Nette	-2 616 919	-2 155 922
Subventions d'investissement	17 712	29 707
Provisions réglementées	94 552	78 045
Autres fonds propres		
FONDS PROPRES	-2 504 655	-2 048 170
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds dédiés	764 678	777 196
FONDS DEDIES OU REPORTEES	764 678	777 196
Provisions pour risques	481 588	365 990
Provisions pour charges	91 180	91 182
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	572 768	457 172
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (1)	2 261 505	2 523 615
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commande en cours		
Dettes des legs et donations		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	374 068	259 716
Dettes fiscales et sociales	836 413	826 338
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 701 050	472 919
Produits constatés d'avance	2	19 634
DETTEES	5 173 038	4 102 222
Ecart de conversion passif		
Ecart d'arrondi		
TOTAL GENERAL	4 005 829	3 288 420
(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		47 995



COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT - Première partie	31/12/2023	31/12/2022
Cotisations		40
Ventes de biens et services	287 442	61 124
-Ventes de biens :		
<i>Ventes de marchandises</i>		
<i>Ventes de produits (Finis, intermédiaires, résiduels)</i>		
<i>Ventes de dons en nature</i>		
-Ventes de prestations de service	287 442	61 124
<i>Travaux et Refacturation Charges locatives</i>		
<i>Prestations de Service</i>	287 218	60 490
<i>Parrainages</i>		
<i>Produits des activités annexes hors forfaits journaliers</i>	224	634
<i>Autres prestations de service</i>		
Produits de tiers financeurs	7 440 869	6 562 051
- Concours publics	7 199 480	6 353 814
<i>Prix de journée/Tarifs Journaliers</i>	5 076 041	4 294 758
<i>Dotation Globale de Financement</i>	2 104 190	2 035 933
<i>Autres produits de tarification</i>	19 249	23 123
- Subventions d'exploitation	229 389	205 120
- Versements des fondateurs ou consommation de la dotation		
- Ressources liées à la générosité du public		3 117
<i>Dons manuels</i>		3 117
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances vie</i>		
- Contributions financières	12 000	
Production Stockée		
Production Immobilisée		
Reprises sur provisions (et amortissements), transfert de charges	108 587	342 547
Utilisation des fonds dédiés	12 518	21 173
Autres produits de Gestion Courante	144 238	78 326
Produits d'exploitation	7 993 654	7 065 261
Achat de marchandises		
Variation de stocks de marchandises		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks matières premières et autres approvisionnements		
Autres achats et charges externes	2 286 292	1 908 793
Aides financières	20 746	18 514
Impôts, taxes et versements assimilés	403 563	387 998
Salaires et traitements	3 746 110	3 406 309
Charges sociales	1 459 937	1 434 946
Dotation aux amortissements et aux provisions		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	330 930	323 167
Sur immobilisations : dotation aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		
Pour risques et charges : dotations aux provisions	161 331	4 500
Engagements à réaliser sur ressources affectées		
Autres charges		187
Charges d'exploitation	8 408 909	7 484 414
RESULTAT D'EXPLOITATION	-415 255	-419 153
Quote part de résultat sur opérations faites en commun		
+ Excédent ou déficit transféré		
- Déficit ou excédent transféré		



COMPTE DE RESULTAT – Deuxième partie	31/12/2023	31/12/2022
Produits financiers de participation		
Produits financiers autres valeurs mobilières de créances de l'actif immo.	136	3 129
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et transferts de charges financières		
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Produits financiers	136	3 129
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	35 415	33 386
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Charges financières	35 415	33 386
RESULTAT FINANCIER	-35 279	-30 257
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	-450 534	-449 410
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		448
Reprises sur provisions et transferts de charges exceptionnelles		
Produits exceptionnels		448
Sur opérations de gestion	1 061	980
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements et aux provisions	9 403	4 013
Charges exceptionnelles	10 464	4 993
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-10 464	-4 545
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les sociétés	-2	190
RESULTAT NET	-460 996	-454 145
<i>TOTAL DES PRODUITS</i>	<i>7 993 790</i>	<i>7 068 838</i>
<i>TOTAL DES CHARGES</i>	<i>8 454 786</i>	<i>7 522 983</i>



ANNEXE

Aux comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2023, caractérisés par les données suivantes :

✓ Total du bilan	4 005 829 euros
✓ Total du compte de résultat (Produits)	7 993 790 euros
✓ Résultat de l'exercice (Déficit)	-460 996 euros

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels arrêtés par le Président Administrateur Unique de l'Association.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

PRESENTATION DE L'ENTITE

L'association Le CAP a pour but de prendre sa place dans les débats qui concernent l'enfance, l'éducation, la famille.

Le CAP participe aux campagnes de prévention contre l'enfance maltraitée, organise des manifestations d'information et de sensibilisation en lien avec d'autres associations œuvrant elles aussi dans le périmètre de la jeunesse en difficulté.

Le CAP dispose de 7 établissements dans la région de Montluçon se donnant ainsi les chances d'arriver à ses objectifs qui sont Prévenir, Accueillir, Donner une nouvelle chance.

Son action est financée majoritairement par dotations globales ou facturations en prix de journée ou subventions auprès de l'Etat ou les départements (Aide Sociale à l'Enfance ou services de la Protection Judiciaire de la Jeunesse).

FAITS CARACTERISTIQUES

1. Activité des établissements

Le CEF a arrêté son activité pour faire suite à une discussion avec les services de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et de la Préfecture depuis le mois de mai 2022 et accueille de nouveau des jeunes depuis début 2023.

La MECS Les Tourelles (30 enfants) et le CEF de Pionsat (12 mineurs) ont été mis sous injonction préfectorale en juin 2022.

2. Aides gouvernementales de limitation de la hausse de l'Energie

L'association a bénéficié du dispositif de Bouclier Tarifaire mis en place par le gouvernement au titre de l'électricité et le gaz.

Le montant constaté dans les comptes 2023 permet de réduire les charges de 77 ke.



3. Reprise de résultats par les autorités de tarification

Dans les établissements sociaux et médico-sociaux n'ayant pas conclu de Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens, l'autorité de tarification peut décider d'affecter les excédents des années précédentes en réduction des charges d'activité. Ces sommes viennent alors en diminution des produits d'exploitation. A contrario, ils peuvent décider de reprendre les pertes antérieures ; ces sommes viennent en augmentation des produits de tarification.

Les reprises de résultats effectuées par les autorités de tarification ont conduit à une augmentation des produits de 204 ke en 2023 (pour mémoire en 2022, ces reprises impactaient aussi positivement les produits de 117 ke).

4. Avances de Trésorerie octroyées par Groupe SOS Jeunesse

L'association Groupe SOS Jeunesse a octroyé, en 2023, des avances de trésorerie complémentaires d'un montant total de 1 050 ke à l'association le CAP afin de pallier à son besoin de trésorerie portant ainsi le solde des avances effectuées et non remboursées à la clôture à 1 450 ke.

Bien que les fonds propres soient négatifs à la clôture de l'exercice, l'association bénéficie du soutien du Groupe SOS JEUNESSE.

5. Clôture des comptes à terme

Au cours de l'exercice, l'association a clôturé ses différents comptes à terme pour une valeur de 150 ke, et des intérêts capitalisés de 15 ke.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Acquisition des congés payés pendant un arrêt de maladie :

A la suite des arrêts de la Cour de cassation du 13 septembre 2023, les salariés, en arrêt maladie ou accident (professionnel ou non) et accident de trajet, continuent d'acquérir des congés payés, sans limite, pendant ces périodes d'absence.

Les nouvelles règles légales sur l'acquisition de droit) congés payés pendant un arrêt de maladie et sur la prise de ces congés , issues de la Loi N° 2024-364 du 22 avril 2024, parution au JO le 23/04/2024, sont enfin en vigueur mais posent de nombreuses questions pratiques. Ces nouvelles règles entrent en vigueur le 24/04/2024.

Le Directoire Finances s'est tenu le 11 avril 2024 pour examiner les comptes des entités juridiques relevant du périmètre du Groupe SOS.

Compte tenu, notamment, de position claire vis-à-vis des éventuels accords de branche qui pourront venir préciser sa mise en application, d'incertitude sur de nombreuses questions pratiques, la valorisation de l'impact sur les comptes au 31 décembre 2023 de l'Association le CAP demeure encore incertaine.

L'Association le CAP estime, après l'adoption de la Loi N° 2024-363 du 22 avril 2024, que la sortie de ressource était, à ce stade, encore peu probable ou certaine. De ce fait, il a été décidé de ne pas provisionner compte tenu du degré d'incertitude.



Conflit Ukraine Russie :

Au regard de l'imprévisibilité de l'évolution du conflit entre l'Ukraine et la Russie et de l'incertitude de ses conséquences, nous ne sommes pas en mesure de chiffrer les impacts qu'elle aura sur l'information financière de 2024 ; mais nous n'avons pas d'indice de pertes de valeur sur la valorisation de nos placements financiers ni sur la valorisation de notre patrimoine immobilier opérationnel.

CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE**a. Changement de méthode comptable**

Néant.

b. Changement de présentation et circonstance empêchant la comparaison

Néant.

c. Changement d'estimation comptable

Néant.



PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

a) PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre sous les précisions apportées au paragraphe précédent,
- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrites ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

Les établissements tiennent une comptabilité séparée, de ce fait les comptes des différentes structures comprises dans le périmètre sont cumulés dans un premier temps.

Dans un deuxième temps, les comptes réciproques, de charges et de produits internes au périmètre de l'association (dont les frais de siège, prestations réciproques et mouvements de cessions internes) sont éliminés.

Les structures qui ont des activités soumises à approbation font l'objet d'un état réglementaire distinct. Leur résultat est soumis aux autorités de contrôle et ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les autorités de tarification compétentes.

Compte tenu des modalités de financement utilisées et de l'autonomie de chaque établissement ou service, les compensations en matière de résultat ne peuvent exister.

La liste des établissements est communiquée dans la note 7 – Tableau explicatif du résultat.

b) PRINCIPES COMPTABLES SECTORIELS

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, au règlement ANC n°2014-03 modifié par le règlement ANC n°2016-07 du 04-11-2016, en tenant compte des dispositions suivantes :

- Du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, intégrant l'article 1er du règlement ANC n°2019-04 et le règlement ANC n°2020-08.
- Du règlement ANC n°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- Du Code de l'Action Sociale et des Familles C.A.S.F., pour les provisions réglementées constatées dans les établissements relevant de l'article L312-1 du C.A.S.F. ;
- De l'instruction comptable applicable aux établissements publics hospitaliers (M22 et M22 Bis) aux établissements et services sanitaires, sociaux et médico-sociaux gérés par des organismes privés à but non lucratif.
- De l'instruction n° DGAS/SD5B/2007/319 du 17 août 2007 relative au plan comptable et à certains mécanismes comptables applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux privés et aux organismes gestionnaires ;



- De l'arrêté du 12 novembre 2008 Ministère du travail, des Relations Sociales, de la Famille et de la Solidarité relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires ;
- Des contraintes particulières imposées par les organismes financeurs dans le cadre de la fixation de certains tarifs ;
- De l'Arrêté du 14 décembre 2022 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles

c) DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX PRINCIPES COMPTABLES

C.1 COMPTABILISATION DES ENGAGEMENTS DE RETRAITE :

Les engagements de retraite ne sont constatés au passif du bilan que pour la part correspondant aux salariés de plus de 50 ans et conformément aux accords obtenus par les autorités de tarification. (Voir § m ci-après).

C.2 PARTICIPATION DES EMPLOYEURS A L'EFFORT CONSTRUCTION

Le versement de la participation liée à l'effort construction est effectué sous forme de prêt sur 20 ans.

La participation versée en N au titre des salaires de N-1 est constatée dans le poste « Immobilisations Financières – Prêts » par contrepartie d'un compte de trésorerie.

La participation qui sera versée en N+1 au titre des salaires N est constatée dans le poste « Immobilisations Financières – Prêts » par contrepartie d'un compte de dettes sociales.

Par ailleurs, afin de garantir le « préfinancement » des prêts notamment par les autorités de tarification via les budgets prévisionnels, il a été constaté une charge liée à la Participation des employeurs à l'effort de construction via le compte de provisions réglementées - Effort Construction.

En 2023, les dotations constatées à ce titre se sont élevées 16.507 euros portant le solde des provisions réglementées à 84.222 euros.

d) Immobilisations Incorporelles :

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire pour une durée variant de 1 à 3 ans

e) Immobilisations Corporelles immeubles et meubles :

Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation libre ou légale.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires. Elles font l'objet d'une comptabilisation par composants en application du règlement ANC 2014-03 relatif à la comptabilisation, l'amortissement et la dépréciation des actifs. Les éléments suivants sont notamment pris en compte :

- Mise en évidence du coût d'achat des terrains,
- Décomposition des actifs en distinguant les éléments constitutifs ayant une durée d'utilisation différente devant faire l'objet d'un plan d'amortissement propre,



- Les valeurs résiduelles ne sont pas déduites de la base amortissable, l'association n'ayant pas de politique de programme de cession avant la fin de la durée de vie de ses actifs ou parce que lesdits biens sont pratiquement ou totalement amortis.

Les dépenses d'entretien programmées et décidées ont fait l'objet d'une provision pour gros entretien.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire et en fonction de leur durée normale d'utilisation. Ils sont pratiqués à compter de la mise en service selon la règle du prorata temporise.

	Durée
Constructions	30 à 50 ans
Agencements et aménagement des constructions	15 à 20 ans
Installations techniques	15 à 20 ans
Matériels et outillages industriels	5 à 10 ans
Matériels de bureau et informatique	5 ans

Dépréciation des actifs

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué. Si la valeur actuelle de l'actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est effectivement constatée dans les comptes.

f) Immobilisations Financières :

Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés lors de leur acquisition.

Ils peuvent être, le cas échéant, dépréciés pour tenir compte de leur valeur à la clôture. Cette valeur d'inventaire est appréciée d'une part par rapport à la quote-part détenue dans les capitaux propres de la participation concernée, et d'autre part, en prenant en considération les perspectives de rentabilité et de développement.

Le détail des participations détenues est communiqué en Note 3 de l'annexe ; les dépréciations sont, elles, indiquées en Note 8 de l'annexe.

g) Stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode « premier entré, premier sorti », la valeur brute des biens comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable.

A la clôture, l'association ne dispose pas de stock.

h) Créances et Dettes :

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable ou en cas de litige avec les autorités de tarification.

Les dépréciations sont indiquées en Note n° 8 de l'annexe.



i) Trésorerie - Emprunts

- **Disponibilités** : lorsque des accords de fusion de comptes ont été obtenus et contractualisés avec les banques, il est procédé à la compensation des soldes débiteurs et créditeurs desdits comptes. Le solde est présenté soit à l'actif, soit au passif suivant la situation nette pour chacune des banques.

- **Valeurs mobilières de placement** :

Titres : ils sont valorisés à leur coût d'acquisition selon la méthode du premier entré – premier sorti. Des dépréciations sont constatées lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à sa valeur comptable.

A la clôture, l'association ne dispose d'aucun titre de placement.

Comptes à Terme – Dépôt à Terme : ils sont constatés pour leur valeur nominale dans le poste Valeurs mobilières de placement. A la clôture, les intérêts courus non échus sont estimés et comptabilisés dans le même poste et une provision pour charge d'impôts est enregistrée au passif du bilan dans la rubrique provision pour risques et charges.

A la clôture, l'association ne dispose plus de comptes à terme.

Contrats de capitalisation en euros : ils sont constatés pour leur valeur nominale dans le poste Valeurs mobilières de placement. A la clôture, les intérêts courus non échus sont estimés et comptabilisés dans le même poste et une provision pour charge d'impôts est enregistrée au passif du bilan dans la rubrique provision pour risques et charges.

A la clôture, l'association ne dispose d'aucun contrat de capitalisation en euros. Ce dernier ayant été racheté au cours de l'exercice.

- **Emprunts** : les emprunts sont comptabilisés en valeur brute (montant en capital).

j) Apports en Fonds Associatifs avec Droit de reprise

Les apports en fonds associatifs avec droit de reprise sont, le cas échéant, constatés au passif du bilan dans les fonds propres complémentaires. Les engagements liés au droit de reprise sont précisés dans la note 22 – engagements donnés.

k) Subventions d'investissement

Dans le cadre de différentes conventions signées avec les financeurs, des subventions ayant pour objet la réalisation d'investissements, par l'association, sont comptabilisées au passif du bilan en subvention d'investissement.

Ces subventions sont rapportées au compte de résultat d'exploitation au même rythme que les actifs subventionnés.

Les quotes-parts de subvention restant à porter au compte de résultat s'élèvent au 31/12/2023 à 17.712 euros.



l) Provisions réglementées :

Ces provisions sont constituées en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Couverture du besoin en fonds de roulement (article R.314-48 du C.A.S.F.).
- Renouvellement des immobilisations (article D.314-206 du C.A.S.F.).
- Amortissements dérogatoires.
- Réserves des plus-values nettes d'actifs (articles R.314-81 et R314-95 du C.A.S.F.).

Le détail des provisions réglementées est présenté en Note n°8 de l'annexe.

I-1. Couverture du besoin en fonds de roulement :

Les provisions réglementées, destinées à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement ou pour faire face à des difficultés de trésorerie en ayant recours à l'emprunt, peuvent être constituées en cas d'autorisation préalable des autorités de tarification.

Au 31/12/2023, l'association n'a pas constaté de provision pour couverture du besoin en fonds de roulement.

I-2. Réserves des plus-values nettes d'actifs :

En application des articles R.314-81 et R314-95 du C.A.S.F., les provisions réglementées « réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé » et les provisions réglementées « réserves des plus-values nettes d'actif circulant peuvent être constituées ».

Au 31/12/2023, le solde des provisions s'élève à 10.330 euros.

m) Provisions pour risques et charges :

Les provisions pour risques et charges sont déterminées, conformément au règlement ANC 2014-03, en retenant les risques identifiés et rendus probables par un évènement en cours à la clôture de l'exercice.

Certaines provisions pour risques et charges, octroyées par les autorités de contrôle sont dérogatoires au règlement ANC 2014-03 et correspondent aux compléments de financement par les autorités de tarification avant leur engagement effectif par notre association.

Le détail de ces provisions est présenté en Note n°8 de l'annexe.

Les **provisions pour risques prud'hommes** et autres litiges sont évalués en conformité avec le règlement ANC 2014-03.

Au 31/12/2023, le solde des provisions s'élève à 481.588 euros.

Les provisions pour gros entretiens ou grandes révisions incluent les règles applicables à compter du 1er janvier 2002 concernant la définition des gros entretiens ou grandes révisions. Ces règles excluent clairement les dépenses de remplacement d'actif pour ne garder que les dépenses d'entretien. Le règlement ANC 2014-03 précise trois conditions nécessaires à la constitution de provisions :

- L'obligation probable de l'association à l'égard d'un tiers à la date de la clôture,
- La sortie probable de ressources à l'égard d'un tiers à la date de la clôture,
- La possibilité d'estimer cette sortie de ressources avec une fiabilité suffisante.

Les provisions constituées par certaines entités remplissent en partie les deux premières conditions prévues par le règlement ANC 2014-03, à savoir l'existence d'une obligation implicite à la date de l'arrêté des comptes qui entraînera une sortie probable de ressources à cette date, sans contrepartie.

Ces provisions ont été estimées pour certaines sur la base des frais engagées dans le passé ou dans d'autres entités, pour des travaux de nature comparable et/ou sur des devis ou des études spécifiques.

Au 31/12/2023, le solde des provisions s'élève à 51.144 euros.



Les **engagements de retraite** sont comptabilisés pour la part correspondant aux accords obtenus par les autorités de tarification, pour le personnel âgé de plus de 50 ans.

La provision pour indemnités de fin de carrière est évaluée selon les hypothèses suivantes :

- Prise en compte d'un taux d'actualisation 3,17 %,
- Coefficient de calcul de l'indemnité en application de la Convention Collective applicable à l'association,
- L'âge de départ à la retraite est fixé à 67 ans,
- Prise en compte du nombre de droits acquis en fonction des années de présence pour chacun des salariés.
- Application d'une probabilité de présence jusqu'à la retraite (rotation et espérance de vie),
- Il est tenu compte du salaire du mois de décembre en appliquant à celui-ci le nombre d'années acquis au 31 décembre divisé par le nombre d'années restant à courir avant l'âge du départ à la retraite (taux de progression des salaires).
- Taux de charges sociales et fiscales retenu à 50 %.

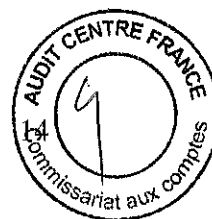
L'évaluation des engagements hors bilan est présentée en Note n° 22 de l'annexe.

n) Fonds dédiés

Les fonds dédiés enregistrent la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pas encore pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés relatifs à des immobilisations amortissables : l'entité rapporte en produits le montant du bien sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement de l'immobilisation.

Le détail des fonds dédiés est présenté en Note 9.



Note 1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES

Valeur Brute en euros	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Réévaluation	Fusions	Variation de Périmètre	Variation de change	Virement poste à poste	Autres mouvements	Valeur brute fin exercice
Frais établissement et de développement	9 600									9 600
Autres immobilisations incorporelles	4 129	5 400								9 529
Immobilisations Incorporelles	13 729	5 400								19 129
Terrains	81 184									81 184
Constructions	6 334 678	52 591								6 387 269
Instal. techniques matériel et outillage	245 681	31 797	-15 097							262 381
Instal. générales, aménagements divers	144 597									144 597
Matériel de transport	171 737	27 491	-16 830							182 398
Matériel de bureau et informatique	52 793	5 422	-4 132							54 083
Mobilier	180 642	34 782	-48 685							166 739
Autres	1 449	4 919	-1 009							5 359
Immobilisations corporelles en cours										
Avances et acomptes										
Biens reçus par legs destinés à être cédés										
Immobilisations Corporelles	7 212 761	157 002	-85 753							7 284 010
Participations	15									15
Prêts	71 459	16 507								87 966
Autres titres et immobilisations financières	40 077	6 485	-4 778							41 784
Immobilisations Financières	111 551	22 992	-4 778							129 765
Total Valeurs Brutes	7 338 041	185 394	-90 531							7 432 904



Note 2. AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Amortissements en euros	Valeur brute début exercice	Dotation	Diminution et Reprise	Réévaluations	Fusion	Variation de périmètre	Variation de change	Virement poste à poste	Autres mouvements	Valeur brute fin exercice
Frais établissement et de développement	9 600									9 600
Autres immobilisations incorporelles	3 764	1 815								5 579
Immobilisations Incorporelles	13 364	1 815								15 179
Terrains										
Constructions	4 394 185	253 070								4 647 255
Instal. techniques matériel et outillage	72 490	33 900	-15 098							91 292
Instal. générales, aménagements divers	114 810	10 499								125 309
Matériel de transport	135 508	17 820	-16 830							136 498
Matériel de bureau et informatique	39 893	7 356	-4 134							43 115
Mobilier	146 596	14 666	-48 685							112 577
Autres	811	1 207	-1 009							1 009
Immobilisations Corporelles	4 904 293	338 518	-85 756							5 157 055
Total Amortissements	4 917 657	340 333	-85 756							5 172 234



Note 3. FILIALES ET PARTICIPATIONS

Informations financières							
	Année de référence	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote- Part de capital détenue (en %)	Quote- Part de capitaux propres détenue (en valeur)	Résultat	Chiffre d'affaires HT
Alliance Gestion - GIE	2 023	200 100	0	0,01%	15	0	26 071 465

Valeur comptable des titres détenus			Autres renseignements		
	Brute	Nette	Prêts et avances accordés	Cautions et avais donnés	Dividendes encaissés
Alliance Gestion - GIE	15	15			
	15	15			

Note 5. ETAT DES CREANCES ET DETTES

ETAT DES CREANCES	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF		
	Montant Brut	1 an au plus	plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)	87 966		87 966
Autres immobilisations financières	41 784		41 784
Clients douteux			
Usagers, clients et comptes rattachés	1 022 053	1 022 053	
Créances reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
Personnel et comptes rattachés	10 576	10 576	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	31 465	31 465	
Etat et collectivités publiques	20 775	20 775	
Groupe et associés			
Autres créances	53 863	53 863	
Charges constatées d'avance	74 080	74 080	
TOTAL	1 342 562	1 212 812	129 750
(1) Montant :			
- Prêts accordés en cours d'exercice	16 507		
- Remboursements obtenus en cours d'exercice			

ETAT DES DETTES	DEGRE D'EXIGIBILITE		
	Montant Brut	1 an au plus	à plus d'un an moins 5 ans à plus de 5 ans
Emprunt obligataire (2)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)			
Emprunts et dettes financières divers (2)	2 261 505	216 800	820 857
Dettes des legs ou donations			
Fournisseurs et comptes rattachés	374 068	374 068	
Personnel et comptes rattachés	303 568	303 568	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	497 160	497 160	
Etat et collectivités publiques	35 685	35 685	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Groupe et associés			
Autres dettes	1 701 050	251 050	1 450 000
Produits constatés d'avance	2	2	
TOTAL	5 173 038	1 678 333	2 270 857
(2) Montant :			
Emprunts souscrits en cours d'exercice			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	214 337		



Note 6. VARIATION DES FONDS PROPRES

	Montant début exercice	Affectation résultats	Retraitements	Transf. Asso. Mutual. CPOM	Fusions / Reprises	Variation de périmètre	Dotation exercice	Reprise exercice	Montant fin exercice
Fonds propres									
Fonds propres sans droit de reprise	207 837								207 837
Fonds Propres statutaires	207 837								207 837
Fonds Propres complémentaires									
Fonds propres avec droit de reprise	94 952								94 952
Fonds Propres statutaires									
Fonds Propres complémentaires	94 952								94 952
Ecart de réévaluation									
Réserves	964 294	63 722							1 028 016
Réserves statutaires ou contractuelles									
Réserves pour projet de l'entité									
Autres réserves (dont investissement)									
Réserves ESMS sous gestion contrôlée	964 294	63 722							1 028 016
Investissement	325 096	30 000							355 096
Compensation	201 279	33 722							235 001
Compensation des charges d'amortissement									
Trésorerie	437 919								437 919
Report à nouveau	-2 968 860	-517 868							-3 486 728
R.A.N des ESMS sous contrôle de tiers	-2 874 673	-411 274		-24					-3 285 971
Résultats soumis à approb. des autorités de tarification	-506 832	-430 913							-937 745
Charges rejetées par l'autorité	-715 244	24		-24					-715 244
Charges dont la prise en compte est différée	-1 652 597	19 615							-1 632 982
Autres Reports à nouveau	-94 187	-106 594		24					-200 757
Activités des ESMS sous gestion libre	-151 425			24					-151 401
Autres activités	57 238	-106 594							-49 356
Résultat de l'exercice	-454 145	454 145					55 770	-516 766	-460 996
Activités ESMS sous gestion contrôlée	-347 551	347 551						-516 766	-516 766
Autres activités	-106 594	106 594					55 770		55 770
Situation Nette	-2 155 922	-1					55 770	-516 766	-2 616 919
Subventions	29 707						1 261	-13 256	17 712
Provisions réglementées	78 045						16 507		94 552
TOTAL	-2 048 170	-1					73 538	-530 022	-2 504 655

Note 7. TABLEAU EXPLICATIF DU RESULTAT

	Résultat 2023	Résultat 2022	Gestion libre 2023	Gestion contrôlée 2023
MECS Les Tourelles	-212 223	-193 117		-212 223
UHD Sampan	-37 257	-63 339		-37 257
Foyer d'Accueil d'Urgence	-117 120	-95 680		-117 120
SAEMF	-10 660	-80 679		-10 660
CEF	-119 774	218 649		-119 774
MNA	-3 310	-39 274		-3 310
Secteur Jeunesse	-500 344	-253 440	0	-500 344
Parentele	62 065	-106 965	62 065	
Secteur Solidarités	62 065	-106 965	62 065	0
Siège	-16 422	-94 111		-16 422
Association	-6 295	371	-6 295	
Groupe - Support	-22 717	-93 740	-6 295	-16 422
Résultat Global	-460 996	-454 145	55 770	-516 766
			-460 996	



Note 8. PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

	Montant début exercice	Dotation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	Fusions	Variations Périmètre	Autres mouvements	Montant Fin exercice
Provision pour couverture de BFR								
Amortissements dérogatoires	10 330							10 330
Provisions s/ différence de réalisation - actifs immo.								
Provision s/ différence de réalisation - actifs circulants								
Provisions pour renouvellement des immobilisations								
Provision liée à l'Effort de Construction	67 715	16 507						84 222
Autres provisions réglementées								
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	78 045	16 507						94 552
Provisions pour litiges salariaux	365 990	161 331	-25 008	-20 725				481 588
Provisions pour risques								
Provisions pour charges	1 188		-2					1 186
Provisions pour grosses réparations	51 144							51 144
Provisions pour départ à la retraite	38 850							38 850
Provisions pour fonds dédiés à l'ARTT & CET								
Provisions pour fermeture & restructuration								
Autres provisions pour risques et charges								
TOTAL PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	457 172	161 331	-25 010	-20 725				572 768
Sur immobilisations :								
- incorporelles								
- corporelles								
- financières								
Sur stocks et en cours								
Sur comptes clients								
Autres dépréciations	1 810							1 810
TOTAL DEPRECIATIONS	1 810							1 810
TOTAL GENERAL	537 027	177 838	-25 010	-20 725				669 130
Dont dotations et reprises :								
- d'exploitation		161 331	-25 008	-20 725				
- financière								
- exceptionnelle								
- provision pour impôts			-2					

Note 9. FONDS DEEDIES

	Fonds à engager en début d'exercice	Reports	Utilisations		Transfert	Fonds restant à engager en fin d'exercice	Dont Fonds dédiés de plus de 2 ans
			Montan Global	Dont remboursement			
	A	B	C		D	E=A+B+C+D	
Immobilisations	667 263					667 263	667 263
Immobilisations acquises	49 934		-12 518			37 416	
Fonctionnement	60 000					60 000	60 000
Fonds dédiés mesure d'exploitation MNA							
FD s/ contributions d'ATC	777 196		-12 518			764 678	727 263
Total	777 196		-12 518			764 678	727 263

Note 10. CHARGES A PAYER

Rubriques	31/12/2023
Emprunts obligataires	
Emprunts - Intérêts courus sur emprunts	2 334
Trésorerie - Intérêts courus à payer	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 334
Emprunts et dettes financières divers - Intérêts courus sur emprunts	
Comptes courants - Intérêts à payer	
Emprunts et dettes financières divers	
Fournisseurs d'exploitation	85 426
Congés Payés, RTT, autres congés et charges sociales et fiscales liées	382 459
Personnel autres charges à payer et charges sociales et fiscales liées	49 899
Etat - autres charges à payer	2 117
Dettes fiscales et sociales	434 475
Fournisseurs d'immobilisation	
Clients - Avoirs à établir	5 311
Divers - Charges à payer	4 000
Autres dettes	9 311
TOTAL	531 546

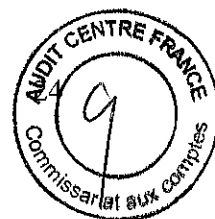
Note 11. PRODUITS A RECEVOIR

Rubriques	31/12/2023
Créances usagers et comptes rattachés	126 402
Fournisseurs - R.R.R à obtenir et avoirs non reçus	
Personnel - Produits à recevoir	
Organismes sociaux IJSS	20 894
Etat - Produits à recevoir	
Subvention à recevoir	
Comptes courants produits à recevoir	
Divers - Produits à recevoir	17 528
Autres Créances	38 422
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
TOTAL	164 824



Note 14. BILAN FINANCIER

BIENS	31/12/2023	31/12/2022	FINANCEMENTS	31/12/2023	31/12/2022
Immobilisations incorporelles brutes	19 129	13 729	Apports, dotations, rés et fonds propres	302 789	302 789
Immobilisations corporelles brutes					
- Terrains	81 184	81 184	Réserves affectées à l'investissement	355 096	325 096
- Agencements			Réserve de compens des charges d'amort.		
- Constructions	6 387 269	6 334 678	Subventions d'investissement	17 712	29 707
- Installations, matériels et outillages	262 381	245 681	Provisions réglementées		
- Autres immobilisations corporelles	553 176	551 218	Provisions régl. des PV nettes d'actif	94 552	78 045
Immo. corporelles et incorporelles en cours			Fonds dédiés immobilisations	704 678	717 196
Immo. en cours - part investissement PPP			Emprunts - dettes financières	2 259 171	2 473 508
Biens reçus par legs destinés à être cédés			Dépôts et cautionnements reçus		
Immobilisations financières	129 765	111 551	Amortissements des immobilisations		
Amortissements excédentaires différés			- Incorporelles	15 179	13 364
Charges à répartir			- Agencements des terrains		
Autres			- Constructions	4 647 255	4 394 185
			- Installations, matériels et outillages	91 292	72 490
			- Autres immobilisations corporelles	418 508	437 618
			Dépréciations des immobilisations		
			Dépenses refusées par l'ATC		
			Autres réserves	-200 757	-94 187
Comptes de liaison investissement			Comptes de liaison investissement		
Biens stables (II)	7 432 904	7 338 041	Financements stables (I)	8 705 475	8 749 811
FRI NÉGATIF (I-II)			FRI POSITIF (I-II)	1 272 571	1 411 770
Reports à nouveau déficitaires	2 563 556	2 090 118	Réserves et provisions à la couv du BFR	437 919	437 919
Résultat déficitaire	460 996	454 145	Réserves de compensation des déficits	235 001	201 279
Créances Glissantes			Résultat excédentaire		
			Résultat excédentaire s/ contrôle de tiers	253 996	186 265
			Provisions pour risques et charges	572 768	457 172
			Fonds dédiés d'exploitation	60 000	60 000
			Dépréciation des stocks et créances	1 810	1 810
Autres			Autres		
Comptes de liaison trésorerie (stable)			Comptes de liaison trésorerie (stable)		
Actifs stables d'exploitation (IV)	3 024 552	2 544 263	Financements stables d'exploitation (III)	1 561 494	1 344 445
FRE NÉGATIF (III-IV)	1 463 058	1 199 818	FRE POSITIF (III-IV)		
FRNG NÉGATIF	190 487		FRNG POSITIF		211 952
Stocks			Avances reçues		
Avances et acomptes versés	2 691		Fournisseurs d'exploitation	374 068	259 716
Organismes payeurs, usagers	1 022 053	458 135	Dettes fiscales et sociales	836 413	826 338
Créances diverses d'exploitation	116 679	79 625	Dettes diverses d'exploitation	1 699 487	470 798
Créances irrécouvrables en non-valeur			Produits constatés d'avance	2	19 634
Charges constatées d'avance	74 080	81 663	Ressources à reverser à l'aide sociale		
Dépenses pour congés payés	976 411	970 820	Fonds en dépôt par les résidents	1 563	2 121
Autres			Autres		
Valeurs d'exploitation (VI)	2 191 914	1 590 243	Dettes d'exploitation (V)	2 911 533	1 578 607
BFR (VI-V)		11 636	EXC. DE FIN. EXPL. (VI-V)	719 619	
Valeurs mobilières de placement		165 159	Fournisseurs d'immobilisations		
Disponibilités	531 466	85 264	Fonds des majeurs protégés		
Régie d'avance			Concours bancaires courants		47 995
			Ligne de trésorerie		
			Intérêts courus non échus	2 334	2 112
			Autres		
Comptes de liaison trésorerie			Comptes de liaison trésorerie		
Liquidités (VIII)	531 466	250 423	Financements à court terme (VII)	2 334	50 107
TRÉSORERIE POSITIVE (VIII-VII)	529 132	200 316	TRÉSORERIE NÉGATIVE (VIII-VII)		
TOTAL DES BIENS (II+IV+VI+VIII)	13 180 836	11 722 970	TOTAL DES FINANCEMENTS (I+III+V+VII)	13 180 836	11 722 970



Note 15. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

	Trésorerie d'ouverture	200 316
	Résultat d'exploitation	-415 255
+ Amortissements		330 930
+ Provisions		132 105
+ Fonds dédiés		-12 518
+ Autres		-13 260
	Resultat brut d'exploitation	22 002
- Frais financiers		-35 415
+ Produits financiers		136
- Impôt sur les sociétés		
+/- Charges et produits exceptionnels		-1 061
+/- Autres		
	Capacité d'auto-financement	-14 338
Variation des stocks		
Variation des créances d'exploitation		-596 080
Variation des dettes d'exploitation		1 332 926
- Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		736 846
	Flux nets de trésorerie générés par l'activité	722 508
- Acquisition d'immobilisations		-185 394
+ Cession d'immobilisations		4 778
	Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-180 616
+ Augmentations ou diminutions d'apports en numéraire		
+ Subventions d'investissement reçues		1 261
+ Emissions d'emprunts		
- Remboursements d'emprunts		-214 337
+/- Dépôts de garanties reçus		
+ Autres variations		
	Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	-213 076
	Trésorerie de clôture	529 132



Note 16. PRODUITS D'EXPLOITATION

en euros	31/12/2023	31/12/2022
Jeunesse	7 491 657	6 857 034
Solidarités	494 147	254 747
Groupe	14 450	60 907
Inter-Secteur	-6 600	-107 427
Produits par activité	7 993 654	7 065 261
Gestion libre	494 182	255 886
Gestion contrôlée	7 499 472	6 863 684
Inter-Secteur		-54 309
Produits par nature de financement	7 993 654	7 065 261
Secteur Lucratif		
Secteur non lucratif	7 993 654	7 065 261
Produits par secteur fiscal	7 993 654	7 065 261

Note 18. RESULTAT EXCEPTIONNEL

Résultat exceptionnel	31/12/2023			31/12/2022		
	Produits	Charges	Impact	Produits	Charges	Impact
Immobilisations incorporelles						
Immobilisations corporelles				448		448
Immobilisations financières						
QP de subventions des actifs cédés						
Autres opérations exceptionnelles sur le capital						
Opérations en capital				448		448
Aux amortissements excep. des immo.		9 403	(9 403)		4 013	(4 013)
Aux amortissements dérogatoires						
Aux provisions réglementées						
Aux provisions pour risques et charges						
Aux dépréciation except.						
Dotations et reprises		9 403	(9 403)		4 013	(4 013)
Pénalités et amendes		1 061	(1 061)		980	(980)
Opérations de gestion		1 061	(1 061)		980	(980)
Résultat exceptionnel		10 464	(10 464)	448	4 993	(4 545)



Note 19. RESULTAT EFFECTIF GLOBAL

	31/12/2023	31/12/2022
Résultat comptable sous gestion propre	55 770	-106 594
Résultat comptable sous gestion contrôlée	-516 766	-347 551
Résultat Comptable	-460 996	-454 145

Reprise de résultats antérieurs	-203 655	-116 796
--	-----------------	-----------------

Résultat Effectif Global	-664 651	-570 941
dont Résultat effectif sous gestion propre	55 770	-106 594
dont Résultat effectif sous gestion contrôlée	-720 421	-464 345

Note 20. SUBVENTIONS ET CONCOURS PUBLICS

	Concours Publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'Investissement
Europe			
Etat	2 104 190		
Etat - Assurance Maladie - ARS		86 840	
Etat - CAF	19 249	77 069	1 261
Etat - Directe			
Etat - ASP		27 000	
Régions			
Départements	5 076 041	37 000	
Communes, Villes		1 480	
Autres Financeurs			
TOTAL	7 199 480	229 389	1 261



Note 21. RESULTAT SECTORIEL PAR ACTIVITE

	Jeunesse	Solidarité	Groupe	Inter Secteur	Total
Produits d'exploitation	7 491 657	494 147	14 450	-6 600	7 993 654
Cotisations					
Ventes de biens et services	224	287 218	6 600	-6 600	287 442
- Ventes de biens					
- Ventes de prestations de service	224	287 218	6 600	-6 600	287 442
Produits de tiers financeurs	7 238 480	202 389			7 440 869
- Concours publics	7 199 480				7 199 480
- Subventions d'exploitation	27 000	202 389			229 389
- Vert fondateurs ou conso. dot.consomptible					
- Ressources liées à la générosité du public					
- Contributions financières	12 000				12 000
Production Stockée					
Production Immobilisée					
Reprises sur prov (et amort), transfert de charges	101 572		7 015		108 587
Utilisation des fonds dédiés	12 518				12 518
Autres produits de Gestion Courante	138 863	4 540	835		144 238
Charges d'exploitation	7 498 619	418 153	498 737	-6 600	8 408 909
Achat de marchandises					
Variation de stocks de marchandises					
Achats de matières premières et autres appro					
Variation de stocks matières premières et autres appro					
Autres achats et charges externes	2 045 706	65 152	182 034	-6 600	2 286 292
Aides financières	20 746				20 746
Impôts, taxes et versements assimilés	372 857	28 323	2 383		403 563
Salaires et traitements	3 321 890	229 140	195 080		3 746 110
Charges sociales	1 258 444	93 344	108 149		1 459 937
Dotations aux amortissements et aux provisions					
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	317 645	2 194	11 091		330 930
- Sur immobilisations : dotations de dépréciations					
- Sur actif circulant : dotations des dépréciations					
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	161 331				161 331
Report de fonds dédiés					
Autres charges d'exploitation					
RESULTAT D'EXPLOITATION	-6 962	75 994	-484 287		-415 255
QP de résultat sur opérations faites en commun	-450 410	-13 930	464 340		
Produits financiers			136		136
Charges financières	33 289	-1	2 127		35 415
RESULTAT FINANCIER	-33 289	1	-1 991		-35 279
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	-490 661	62 065	-21 938		-450 534
Produits exceptionnels					
Charges exceptionnelles	9 683		781		10 464
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-9 683		-781		-10 464
Impôts sur les sociétés			-2		-2
RESULTAT NET	-500 344	62 065	-22 717		-460 996
Total des charges	7 992 001	432 082	501 643	-470 940	8 454 786
Total des produits	7 491 657	494 147	478 926	-470 940	7 993 790



Note 21. RESULTAT SECTORIEL PAR AUTONOMIE FINANCIERE

	Gestion libre	Gestion Contrôlée	Inter Secteur	Total
Produits d'exploitation	494 182	7 499 472		7 993 654
Cotisations				
Ventes de biens et services	287 218	224		287 442
- Ventes de biens				
- Ventes de prestations de service	287 218	224		287 442
Produits de tiers financeurs	202 389	7 238 480		7 440 869
- Concours publics		7 199 480		7 199 480
- Subventions d'exploitation	202 389	27 000		229 389
- Vert fondateurs ou conso. dot. consommable				
- Ressources liées à la générosité du public				
- Contributions financières		12 000		12 000
Production Stockée				
Production Immobilisée				
Reprises sur prov (et amort), transfert de charges		108 587		108 587
Utilisation des fonds dédiés		12 518		12 518
Autres produits de Gestion Courante	4 575	139 663		144 238
Charges d'exploitation	421 713	7 987 196		8 408 909
Achat de marchandises				
Variation de stocks de marchandises				
Achats de matières premières et autres appro				
Variation de stocks matières premières et autres appro				
Autres achats et charges externes	63 917	2 222 375		2 286 292
Aides financières		20 746		20 746
Impôts, taxes et versements assimilés	28 323	375 240		403 563
Salaires et traitements	229 140	3 516 970		3 746 110
Charges sociales	93 344	1 366 593		1 459 937
Dotations aux amortissements et aux provisions				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	6 989	323 941		330 930
- Sur immobilisations : dotations de dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations des dépréciations				
- Pour risques et charges : dotations aux provisions		161 331		161 331
Report de fonds dédiés				
Autres charges d'exploitation				
RESULTAT D'EXPLOITATION	72 469	-487 724		-415 255
QP de résultat sur opérations faites en commun	-13 930	13 930		
Produits financiers	136			136
Charges financières	2 126	33 289		35 415
RESULTAT FINANCIER	-1 990	-33 289		-35 279
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	56 549	-507 083		-450 534
Produits exceptionnels				
Charges exceptionnelles	781	9 683		10 464
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-781	-9 683		-10 464
Impôts sur les sociétés	-2			-2
RESULTAT NET	55 770	-516 766		-460 996
Total des charges	438 548	8 030 168	-13 930	8 454 786
Total des produits	494 318	7 513 402	-13 930	7 993 790



AUTRES INFORMATIONS :

Note 22. ENGAGEMENTS HORS BILAN

a. Engagements donnés :

a.1 Intérêts restant à courir sur emprunts auprès des établissements de crédit :

en euros	31/12/2023
Part à moins d'un an	30 714
Part à plus d'un an et à moins de 5 ans	88 293
Part à plus de 5 ans	62 177
TOTAL	181 183

a.2 Engagements de retraite :

Les engagements de retraite sont évalués à **476 796 euros** (hypothèses indiquées dans le paragraphe m des principes comptables et méthode d'évaluation).

Les engagements de retraite ne sont comptabilisés au passif du bilan que pour la part correspondant aux salariés de plus de 50 ans et conformément aux accords obtenus par les autorités de tarification. L'association a constaté au passif un montant de **38 850 euros** à ce titre.

La part des engagements de retraite non comptabilisée s'élève à **437 946 euros**.

a.3 GIE Alliance Gestion

Le CAP, membre du GIE Alliance Gestion, est à ce titre tenu solidairement sur son patrimoine propre des dettes de ce dernier vis-à-vis des tiers autres que les membres d'Alliance Gestion.

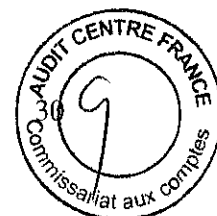
Au 31 décembre 2023, le passif d'Alliance Gestion répondant au critère ci-dessus s'élève à :

	en euros
Dettes financières	1 905 814
Dettes d'exploitation	7 833 147
Autres dettes	1 613 328
	11 352 289

Au cours de l'exercice 2023, la participation de l'association à l'ensemble des charges d'Alliance Gestion a été de 0,31 %.

b. Engagements reçus :

Garant	Bénéficiaire	Valeur initiale de l'emprunt	Capital Restant dû 2023	Capital Restant dû garanti
CEGC Conseil	Caisse d'Epargne	2 042 711	1 717 734	1 288 301
Département de l'Allier	Caisse d'Epargne	492 535	385 289	192 645
Ville de Montluçon	Caisse d'Epargne			192 645
Total		2 535 247	2 103 023	1 673 590



Note 23. EFFECTIF

Effectifs	
Direction	9
Administration générale	10
Service Généraux	30
Restauration	2
Socio-éducatif	67
Paramédical	4
Médical	
Autres fonctions	
Effectif total	122

Note 25. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Le bénévolat et la mise à disposition de personnel ne sont pas évalués car ils sont non significatifs.

Au titre de l'exercice 2023, l'association n'a bénéficié d'aucune contribution volontaire en nature.

Note 26. REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS BENEVOLES ET SALARIES

Dans le cadre de la loi n° 2006-584 du 23 mai 2006, les rémunérations ainsi que leurs avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés de l'association, se sont élevés à 0 euros, représentant uniquement des rémunérations.

Le Président Administrateur unique est bénévole et n'a perçu à ce titre ni rémunération ni avantages en nature.

Note 27. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant des honoraires comptabilisé au sein du compte du résultat pour les honoraires liés à la mission de contrôle légal, s'élève à 10 200 euros, TVA non récupérable incluse.

Note 28. CHARGES LIEES A L'IMPOT

La charge d'impôt est due aux placements de trésorerie effectués.

Un produit de 2 euros a été constatée au titre de l'exercice 2023.

